

« Face à la montée en puissance des discours de haine et anti-droits, nous alertons sur le risque d'un recul de plus en plus important de nos libertés et de nos droits en France »

mercredi 12 juin 2024, par [Amnesty International France](#), [SAMOUILLEUR Jean-Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juin 2024).

Nous vivons une époque cruciale pour les droits humains. **Les droits humains ne se négocient pas, ils se protègent, ils se défendent.** Nous comptons sur vous pour les défendre et les protéger, comme vous pouvez compter sur nous pour les défendre et les protéger.

L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale dimanche soir à la suite des résultats des élections européennes est un choc et ouvre une nouvelle période d'incertitude pour notre pays et pour les droits humains.

Les libertés et les droits que nous tenions pour acquis sont de plus en plus fragilisés. Nous avons observé cette tendance alarmante depuis des années, et elle s'aggrave à mesure que les discours ultra-sécuritaires prennent le dessus sur la défense des droits fondamentaux.

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'état des libertés en France, notamment les entraves à la liberté d'expression, au droit de manifester et aux libertés associatives. Nous dénonçons également le déni des autorités face aux discriminations raciales, alimentées par des discours racistes et stigmatisants contre les personnes étrangères et/ou racisées.

Nous appelons à une prise de conscience urgente des menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'État de droit. Certains responsables politiques n'hésitent pas à remettre en cause ou à piétiner les obligations et engagements internationaux de la France destinés à protéger nos droits fondamentaux.

Nous insistons sur le fait que la politique étrangère de la France doit être exemplaire en matière de respect du droit international. Elle doit mettre la protection des populations civiles et la lutte contre l'impunité au centre de son action dans les situations de conflit.

Aujourd'hui, face à la montée en puissance des discours de haine et anti-droits, nous alertons sur le risque d'un recul de plus en plus important de nos libertés et de nos droits en France. Si nous défendons ces droits, ce n'est pas seulement parce qu'ils découlent des engagements internationaux de la France. C'est parce qu'ils sont le fondement d'une société apaisée, respectueuse de toutes et tous, permettant à chaque personne de réaliser ses aspirations et d'y jouer pleinement son rôle.

Dans cette période d'incertitude, **Amnesty International France appelle chacun et chacune à prendre en compte ces enjeux essentiels et à participer à ce moment politique crucial en exigeant des engagements clairs de ses futur·es représentant·es pour défendre les droits de toutes et tous et refuser les pratiques autoritaires.**

C'est ensemble que, dans les semaines qui viennent, et au-delà, nous resterons mobilisés et redoublerons de vigilance quant au respect des droits humains et des engagements internationaux de la France.

Dans un monde où les crises peuvent susciter la peur et l'incertitude, **notre besoin de solidarité n'a jamais été aussi grand. Ensemble, nous pouvons faire une différence.**

Avec toute notre solidarité et notre détermination,

Jean-Claude Samouiller

Président d'Amnesty International France
